

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Emissions et cotations

### Valeurs françaises

**DBT**

Société anonyme à conseil d'administration au capital de 813.934 euros  
Siège social : Parc Horizon 2000 - Rue Maurice Grossemy - 62117 Brebières  
379 365 208 RCS Arras  
(la "Société")

---

**AVIS AUX ACTIONNAIRES****Augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription par émission d'actions ordinaires**

**Objet de l'insertion** – La présente insertion a pour objet d'informer les actionnaires de la société DBT d'une augmentation de capital, par émission d'actions ordinaires nouvelles, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires et de l'admission sur le marché Euronext Growth Paris des droits préférentiels de souscription ainsi que des actions nouvelles.

**Caractéristiques de la Société**

**Dénomination sociale** – DBT

**Forme de la société** – Société anonyme à Conseil d'administration.

**Numéros d'identification** – Immatriculation au registre du commerce et des sociétés : 379 365 208 R.C.S Arras – Identifiant SIRET du siège social : 379 365 208 000 30.

**Adresse du siège social** – Le siège de la Société est fixé : Parc Horizon 2000 - Rue Maurice Grossemy - 62117 Brebières.

**Montant du capital social** – Le capital social est fixé à la somme de 813 934,00 euros et est divisé en 813 934 actions de 1,00 euro de valeur nominale chacune, entièrement libérées, toutes de même catégorie.

**Objet social** – La Société a pour objet, en France ou à l'étranger :

La Société a pour objet, directement ou indirectement, en France et à l'étranger :

- La conception, la construction et la commercialisation de tous produits liés à la basse tension électrique.
- Toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à :
  - La création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées.
  - La prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.
  - La participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.
- Toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

**Durée** – Suite à l'assemblée générale extraordinaire du 27 octobre 2015, la durée de la Société a été prorogée jusqu'au 31 décembre 2099.

**Législation applicable** – La Société est une société anonyme à Conseil d'administration régie par la loi française.

**Exercice social** – Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1<sup>er</sup> janvier d'une année civile et finit le 31 décembre de la même année civile.

**Obligations convertibles en actions en circulation** – Dans le cadre de la mise en place d'un financement obligataire structuré (émission et souscription de bons d'émission d'obligations convertibles ou échangeables en actions nouvelles et/ou existantes - OCEANE) intervenu le 21 janvier 2022 d'un montant nominal total maximum de 50.000 000 euros, en une Tranche de 2.000.000 euros, et (ii) quatre-vingt-seize Tranches de 500.000 euros chacune, la Société a procédé à divers tirages ayant conduit à l'émission d'un nombre total de 5 284 OCEANE d'une valeur nominale unitaire de 2.500 euros au titre de 25 tranches. Chaque OCEANE, qui ne porte pas intérêt, a une maturité de 12 mois à compter de sa date d'émission. Ces OCEANE pourront être converties à l'initiative de leur porteur à tout moment à compter de leur date d'émission et jusqu'à leur échéance dans la limite du respect de certains critères relatifs à l'action DBT (cours de bourse notamment). La conversion se fera sur la base d'un prix par action égal au « plus bas Cours Moyen Quotidien Pondéré par les Volumes de l'Action durant la Période de Fixation (soit sur les quinze (15) Jours de Négociation consécutifs précédant immédiatement la Date de Conversion) ». Ce financement n'a donné lieu à aucune garantie.

A la date du 16 février 2024, compte tenu des conversions d'OCEANE en actions déjà effectuées, le nombre d'OCEANE en circulation non converties s'élève à 585, soit une valeur nominale de 1 462 500 euros. Ces OCEANE doivent faire l'objet d'un remboursement anticipé dans le cadre de l'émission objet de la notice.

**Avantages particuliers stipulés par les statuts au profit de toute autre personne** – Néant.

**Catégories d'actions émises et leurs caractéristiques – Identification de l'actionnaire au porteur**

Les actions entièrement libérées sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, sauf dans les cas où la forme nominative est imposée par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Les actions partiellement libérées ne peuvent revêtir la forme au porteur qu'après leur complète libération.

Les actions donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

En vue de l'identification des détenteurs de titres, la Société est en droit, conformément aux dispositions de l'article L.228-2 du Code du Commerce dans les conditions prévues audit article, de demander à tout moment, contre rémunération à sa charge, au dépositaire central qui assure la tenue du compte émission de ses titres selon l'article L.228-2 du Code du Commerce, le nom ou s'il s'agit d'une personne morale, la dénomination, la nationalité, l'année de naissance, ou, s'il s'agit d'une personne morale, l'année de constitution et l'adresse des détenteurs de titres conférant immédiatement, ou à terme, le droit de vote dans les Assemblées d'actionnaires, ainsi que la quantité de titres détenue par chacun d'eux et, le cas échéant, les restrictions dont les titres peuvent être frappés.

Les actions de la Société sont admises aux négociations sur le marché Euronext Growth sous le code ISIN FR001400LO86 et le mnémonique « ALDBT ».

**Cession et Transmission** – Les actions sont librement négociables.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaire(s) sur les registres tenus à cet effet au siège social, pour les actions nominatives, ou par un intermédiaire financier habilité, pour les actions nominatives ou au porteur.

Toute transmission ou mutation d'actions s'opère, à l'égard des tiers et de la Société, par un virement de compte à compte, dans les conditions prévues par la loi et les règlements en vigueur. La transmission d'actions à titre gratuit ou en suite de décès s'opère également par un virement de compte à compte.

### **Droits et obligations attachés aux actions –Franchissements de seuils – Droit de vote double**

Chaque action donne droit, dans les bénéfices, l'actif social et le bon de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Elle donne, en outre, le droit au vote et à la représentation dans les Assemblées Générales dans les conditions légales et statutaires, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix.

Toutefois, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité de capital qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins, au nom du même actionnaire ; la durée d'inscription sous la forme nominative, antérieure à la date de l'Assemblée Générale Extraordinaire instituant ce droit étant prise en compte.

En cas d'augmentation du capital par incorporation de bénéfices, réserves, primes ou provisions disponibles, le droit de vote double est conféré dès leur émission aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Toute action convertie au porteur ou transférée en propriété perd le droit de vote double. Néanmoins, le transfert par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible, ne fait pas perdre le droit acquis et n'interrompt pas le délai de deux ans.

La fusion ou la scission de la société est sans effet sur le droit de vote double qui peut être exercé au sein de la (des) société(s) bénéficiaire(s), si les statuts de celle(s)-ci l'ont institué.

Si des actions sont soumises à usufruit ou appartiennent indivisément à plusieurs personnes, le droit de vote est exercé conformément aux stipulations visées à l'article 14 des présents statuts.

Les actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'Assemblée Générale.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les propriétaires que ne possèdent pas ce nombre auront à faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

### **Franchissement de seuil –**

Le conseil d'administration en date du 30 juin 2022, a décidé la mise en place de la 8<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée Générale du 17 juin 2022 concernant le franchissement de seuils statutaires tel que décrit ci-dessous :

Outre les déclarations de franchissement de seuil expressément prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, qui viendrait à détenir directement ou indirectement, une fraction du capital ou des droits de vote égale ou supérieure à 5 %, 10 %, 15 %, 20 %, 25 %, 30 %, 33,33 %, 50 %, 66,66 %, 90 % ou 95 % du capital ou des droits de vote de la Société a l'obligation d'en informer la Société par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quatre jours de bourse à compter du franchissement de seuil statutaire ou légal concerné. L'obligation d'informer la Société s'applique également lorsque la participation de l'actionnaire en capital ou en droits de vote devient inférieure à chacun des seuils mentionnés ci-dessus. Il est appliqué les dispositions légales en matière de franchissement de seuils légaux pour les règles d'assimilation pour la détermination du seuil. Les sanctions de privation de droit de vote prévues par la loi en cas d'inobservation de l'obligation de déclaration de franchissement des seuils légaux s'appliqueront également de manière automatique, sans nécessiter la demande préalable d'un actionnaire, en cas de non-déclaration du franchissement des seuils prévus par les présents statuts.

### **Assemblées générales –**

Les Assemblées Générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions fixées par la loi. La convocation peut, notamment, être transmise par un moyen électronique de télécommunication mis en œuvre dans les conditions fixées par décret, à l'adresse indiquée par l'actionnaire.

Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Tout actionnaire a le droit de participer aux assemblées personnellement ou représenté dans les conditions fixées par la loi, sur justification de l'enregistrement comptable des titres à son nom ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte en application du septième alinéa de l'article L.228.1 du Code de Commerce, au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire mentionné à l'article L.211-3 du Code monétaire et financier.

Tout actionnaire peut se faire représenter par son conjoint, par son partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité, par un autre actionnaire ou toute autre personne physique ou morale de son choix ; à cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat.

Tout actionnaire peut voter par correspondance ou à distance au moyen d'un formulaire établi et adressé à la Société selon les conditions fixées par la loi et les règlements. Le formulaire de vote par correspondance doit parvenir à la Société trois jours avant la date de l'Assemblée pour être pris en compte. Le formulaire électronique de vote à distance peut être reçu par la Société jusqu'à la veille de la réunion de l'Assemblée Générale, au plus tard à 15 heures, heure de Paris.

Les administrateurs qui n'auraient pas la qualité d'actionnaire seront invités à assister aux assemblées.

Une feuille de présence, dûment émargée par les actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire et, le cas échéant, les formulaires de vote par correspondance ou à distance, est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

Les Assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'Administration ou, en son absence, par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le Conseil. A défaut, l'Assemblée désigne elle-même son Président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux actionnaires, présents et acceptants, qui disposent, tant par eux-mêmes que comme mandataires, du plus grand nombre de voix.

Le bureau ainsi composé, désigne un secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

L'Assemblée générale ordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance ou à distance possèdent au moins, sur première convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote et sur seconde convocation, aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents, représentés, y compris les actionnaires ayant voté par correspondance ou à distance.

L'Assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance ou à distance possèdent au moins, sur première convocation, le quart et, sur seconde convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième Assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents, représentés, y compris les actionnaires ayant voté par correspondance ou à distance.

Par dérogation légale aux dispositions qui précèdent :

- l'assemblée générale qui décide une augmentation de capital par voie d'incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, peut statuer aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire,
- l'assemblée générale doit statuer à l'unanimité :
  - en cas d'augmentation des engagements des actionnaires, sous réserves des opérations de regroupement d'actions régulièrement effectuées,
  - en cas de transfert du siège social dans un pays n'ayant pas signé avec la France, de convention spéciale permettant d'acquérir sa nationalité et de transférer le siège social sur son territoire, en maintenant à la Société sa personnalité juridique.

**Répartition du bénéfice** – Si les comptes de l'exercice approuvés par l'Assemblée Générale font apparaître un bénéfice distribuable tel qu'il est défini par la loi, l'Assemblée Générale décide de l'inscrire à un ou plusieurs poste(s) de réserves dont elle règle l'affectation ou l'emploi, de le reporter à nouveau ou de le distribuer.

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

L'Assemblée Générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve en application de la loi, l'Assemblée Générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par l'Assemblée Générale, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

**Bilan** – Le bilan (comptes sociaux) arrêté au 31 décembre 2022 est publié en annexe.

### **Cadre juridique de l'augmentation de capital**

**Prospectus** – En application des dispositions de l'article L.411 -2-1, 1° du Code monétaire et financier et de l'article 211-2 du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), la présente émission ne donnera pas lieu à un prospectus soumis à l'approbation de l'AMF dans la mesure où le montant total de l'offre calculé sur une période de douze mois ne dépasse pas 8.000.000 €.

**Assemblée générale ayant autorisé l'émission** - L'Assemblée Générale Mixte des actionnaires qui s'est tenue le 6 février 2024 a délégué sa compétence au Conseil d'Administration à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, à l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions fixées dans la 1<sup>ère</sup> résolution.

**Décision du conseil d'administration de faire usage de la délégation conférée par l'assemblée générale pour procéder à l'émission** – En vertu de la délégation de compétence qui lui a été conférée par l'assemblée générale mixte visée ci-dessus, le conseil d'administration de la Société, dans sa séance du 14 février 2024, a décidé de mettre en œuvre une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription dont les caractéristiques sont reproduites ci-dessous.

### **Caractéristiques et modalités de l'émission**

**Nombre d'actions nouvelles à émettre** – Le nombre total d'actions nouvelles à émettre (collectivement les « Actions Nouvelles » et individuellement une « Action Nouvelle ») s'élève 4 205 305 Actions Nouvelles soit une augmentation de capital d'un montant de 7 990 079,50 € (sept millions neuf cent quatre-vingt-dix mille soixante-dix-neuf euros et cinquante centimes) prime d'émission incluse. Ce nombre d'Actions Nouvelles a été déterminé en considération du nombre d'actions actuellement émises par la Société.

Si les Actions Nouvelles non souscrites représentent plus de 3 % de l'augmentation de capital, la souscription sera limitée au montant des souscriptions reçues.

**Période souscription.** – La souscription des Actions Nouvelles sera ouverte du 21 février 2024 au 29 février 2024 inclus.

**Prix de souscription.** – Le prix de souscription a été fixé à 1,90 € (un euro quatre-vingt-dix centimes) par Action Nouvelle, représentant une décote de 50,0% par rapport au cours de clôture du 14 février 2024 précédant la fixation du prix de l'émission (3,80 €) et de 13,9% par rapport au cours de l'action ex-droit. La souscription sera réalisée soit en numéraire soit par compensation de créances.

### **Droit préférentiel de souscription des actionnaires**

**Souscription à titre irréductible** – La souscription des Actions Nouvelles est réservée, par préférence, aux porteurs d'actions existantes enregistrées comptablement sur leurs compte-titres à l'issue de la journée comptable du 16 février 2024, et aux cessionnaires de droits préférentiels de souscription (DPS). Les titulaires de droits préférentiels de souscription pourront souscrire à titre irréductible, à raison de 31 Actions Nouvelles pour 6 actions existantes détenues, soit 6 DPS qui permettra de souscrire à 31 Actions Nouvelles, sans qu'il soit tenu compte des fractions. Les droits préférentiels de souscription ne pourront être exercés qu'à concurrence d'un nombre de DPS permettant la souscription d'un nombre entier d'Actions Nouvelles. Les actionnaires ou cessionnaires de DPS qui ne possèderaient pas, au titre de la souscription à titre irréductible, un nombre suffisant d'actions existantes ou de DPS pour obtenir un nombre entier d'Actions Nouvelles, devront faire leur affaire de l'acquisition ou de la cession sur le

marché du nombre de DPS permettant d'atteindre le multiple conduisant à un nombre entier d'Actions Nouvelles.

**Souscription à titre réductible** – Il est institué, au profit des actionnaires, un droit préférentiel de souscription (DPS) à titre réductible aux Actions Nouvelles qui s'exercera proportionnellement à leurs droits et dans la limite de leurs demandes. En même temps qu'ils déposeront leurs souscriptions à titre irréductible, les actionnaires ou les cessionnaires de DPS pourront souscrire à titre réductible le nombre d'Actions Nouvelles qu'ils souhaiteront, en sus du nombre d'Actions Nouvelles résultant de l'exercice de leurs droits préférentiels de souscription à titre irréductible.

Les Actions Nouvelles éventuellement non absorbées par les souscriptions à titre irréductible seront réparties et attribuées aux souscripteurs à titre réductible. Les ordres de souscription à titre réductible seront servis dans la limite de leurs demandes et au prorata du nombre d'actions existantes dont les droits auront été utilisés à l'appui de leur souscription à titre irréductible, sans qu'il puisse en résulter une attribution de fraction d'Actions Nouvelles.

Au cas où un même souscripteur présenterait plusieurs souscriptions distinctes, le nombre d'Actions Nouvelles lui revenant à titre réductible ne sera calculé sur l'ensemble de ses DPS que s'il en fait expressément la demande spéciale par écrit, au plus tard le jour de la clôture de la souscription. Cette demande devra être jointe à l'une des souscriptions et donner toutes les indications utiles au regroupement des droits, en précisant le nombre de souscriptions établies ainsi que le ou les intermédiaires habilités auprès desquels ces souscriptions auront été déposées.

Les souscriptions au nom de souscripteurs distincts ne peuvent être regroupées pour obtenir des Actions Nouvelles à titre réductible.

Un avis publié dans un journal d'annonces légales du lieu du siège social de la société et par Euronext fera connaître, le cas échéant, le barème de répartition pour les souscriptions à titre réductible.

Les sommes versées pour les souscriptions à titre réductible et se trouvant disponibles après la répartition seront remboursées sans intérêt aux souscripteurs par les intermédiaires habilités qui les auront reçues.

**Exercice du droit préférentiel de souscription** - Pour exercer leurs droits préférentiels de souscription (DPS), les titulaires devront en faire la demande auprès de leur intermédiaire financier habilité, à tout moment pendant la durée de la période de souscription, soit entre le 21 février 2024 et le 29 février 2024 et payer le prix de souscription correspondant.

Chaque souscription devra être accompagnée du paiement du prix de souscription par versement d'espèces ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société. Les souscriptions qui n'auront pas été intégralement libérées seront annulées de plein droit sans qu'il soit besoin de mise en demeure. Le droit préférentiel de souscription devra être exercé par ses bénéficiaires, sous peine de déchéance, avant l'expiration de la période de souscription.

Le droit préférentiel de souscription sera négociable du 19 février 2024 au 27 février 2024 inclus, dans les mêmes conditions que les actions anciennes.

Le cédant du droit préférentiel de souscription s'en trouvera dessaisi au profit du cessionnaire qui, pour l'exercice du droit préférentiel de souscription ainsi acquis, se trouvera purement et simplement substitué dans tous les droits et obligations du propriétaire de l'action existante.

Les droits préférentiels de souscription non exercés à la clôture de la période de souscription seront caducs de plein droit.

Les fonds versés à l'appui des souscriptions seront centralisés par UPTEVIA, qui sera chargée d'établir le certificat de dépôt des fonds constatant la réalisation de l'augmentation de capital et l'émission des Actions Nouvelles.



**Cotation du droit préférentiel de souscription (DPS)** – A l'issue de la séance de Bourse du 16 février 2024, les actionnaires de la Société recevront 1 DPS pour chaque action détenue (soit au total 813 934 DPS émis étant précisé qu'un actionnaire a renoncé à l'exercice et/ou à la vente de 4 DPS lui revenant). Chaque actionnaire détenant 6 DPS (et des multiples de ce nombre) pourra souscrire à une 31 Actions Nouvelles (et des multiples de ce nombre) au prix unitaire de 1,90 €.

Ils seront cotés et négociés sur Euronext Growth, sous le code ISIN FR001400O218 du 19 février 2024 au 27 février 2024 inclus. A défaut de souscription ou de cession de ces DPS, ils deviendront caducs à l'issue de la période de souscription et leur valeur sera nulle.

**Demandes de souscription à titre libre** – En sus de la possibilité de souscrire à titre irréductible et réductible suivant les conditions et modalités précisées, toute personne physique ou morale, détenant ou non des DPS, pourra souscrire à l'émission à titre libre.

Les personnes désirant souscrire à titre libre devront faire parvenir leur demande auprès de leur intermédiaire financier habilité à tout moment durant la période de souscription et payer le prix de souscription correspondant.

Conformément aux dispositions de l'article L.225-134 du Code de commerce, les souscriptions à titre libre ne seront prises en compte que si les souscriptions à titre irréductible et à titre réductible n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, étant précisé que le conseil d'administration de la Société disposera de la faculté de répartir librement les Actions Nouvelles non souscrites, en totalité ou en partie, entre les personnes (actionnaires ou tiers) de son choix ayant effectué des demandes de souscriptions à titre libre.

**Droits préférentiels de souscription détachés des actions auto-détenues par la Société** – En application de l'article L. 225-210 du Code de commerce, la Société cèdera les droits préférentiels de souscription détachés des actions auto-détenues de la Société, conformément à la réglementation applicable.

**Limitation du montant de l'augmentation de capital** – Dans le cas où les souscriptions tant à titre irréductible qu'à titre réductible n'auraient pas absorbé la totalité de l'émission, le Conseil d'administration pourra limiter le montant de l'émission au montant des souscriptions reçues, conformément à l'article L. 225-134 du Code de commerce, à la condition que celui-ci atteigne au moins 75% du montant de l'émission décidée.

Il est précisé que la Société a reçu des engagements de souscription au titre de la garantie à hauteur de 6 762 500 € (six millions sept cent soixante-deux mille cinq cents euros), permettant ainsi de garantir l'augmentation à 84,6%.

**Intermédiaire habilités – Versements des souscriptions** – Les souscriptions des Actions Nouvelles et les versements des fonds par les souscripteurs, dont les titres sont inscrits sous la forme nominative administrée ou au porteur, seront reçus jusqu'à la date de clôture de la période de souscription incluse auprès de leur intermédiaire habilité agissant en leur nom et pour leur compte.

Les souscriptions et versements des souscripteurs dont les actions sont inscrites sous la forme nominative pure seront reçus sans frais auprès de UPTEVIA.

Les Actions Nouvelles seront à libérer intégralement lors de leur souscription, par versement en espèces, et/ou par compensations avec des créances détenues sur la Société, pour la totalité de la valeur nominale et de la prime d'émission, étant précisé que le montant de la prime d'émission versée sera inscrit au passif du bilan dans un compte spécial « Prime d'émission » sur lequel porteront les droits des actionnaires anciens et nouveaux. Les fonds versés à l'appui des souscriptions seront centralisés chez UPTEVIA, qui établira le certificat de dépôt des fonds constatant la réalisation de l'augmentation de capital. Les souscriptions pour lesquelles les versements n'auraient pas été effectués seront annulées de plein droit sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure.

**Restrictions de placement** – La vente des Actions Nouvelles et des droits préférentiels de souscription peuvent, dans certains pays, faire l'objet d'une réglementation spécifique.

**Garantie – Engagement de souscription** – L'offre ne fait pas l'objet d'une garantie de bonne fin au sens de l'article L. 225-145 du Code de commerce. Il est cependant rappelé que la Société a reçu des engagements de garantie permettant de garantir 84,6% de l'émission. Les Actions Nouvelles seront donc négociables à l'issue des opérations de règlement-livraison et après délivrance du certificat du dépositaire.

**Jouissance** – Les Actions Nouvelles porteront jouissance courante et seront assimilables aux actions existantes de la Société.

**Place et date de cotation** – Les Actions Nouvelles provenant de l'augmentation de capital feront l'objet d'une demande d'admission aux négociations sur le marché Euronext Growth Paris. Elles seront immédiatement assimilées aux actions existantes de la Société déjà négociées sur le marché Euronext Growth Paris et négociables, à compter de cette date, sur la même ligne de cotation que ces actions sous le même code ISIN : FR001400LO86ALDBT.

Selon le calendrier indicatif de l'augmentation de capital, la date de livraison prévue des Actions Nouvelles est prévue le 7 mars 2024.

Pour la société DBT

Le Directeur Général, Monsieur Alexandre BORGOLTZ

## Annexe

## Bilan annuel social du 31 décembre 2022

## BILAN ACTIF

BILAN ACTIF (en €)	31-déc-22			31 dec 2021
	Brut	Amort.Dépréc.	Net	Net
<b>IMMOBILISATIONS INCORPELLES</b>				
Frais de développement				
Concessions, brevets, droits similaires	10 086	7 589	2 497	4 993
Fonds commercial (1)				
<b>IMMOBILISATIONS CORPELLES</b>				
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles	661	661	0	
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
Autres participations	29 968 909	23 452 406	6 516 503	10 066 503
Autres immobilisations financières	1 055 028	0	1 055 028	1 007 409
<b>TOTAL</b>	<b>31 034 683</b>	<b>23 460 657</b>	<b>7 574 027</b>	<b>11 078 905</b>
<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
<b>Avances et acomptes versés sur commandes</b>				
<b>CREANCES (3)</b>				
Créances clients et comptes rattachées	381 636		381 636	0
Autres créances	12 485 426	119 772	12 365 655	5 226 044
<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>	9 660		9 660	9 660
<b>DISPONIBILITES</b>	33 260		33 260	19 164
Charges constatées d'avance	63 140		63 140	60 815
<b>TOTAL</b>	<b>12 973 122</b>	<b>119 772</b>	<b>12 853 350</b>	<b>5 315 683</b>
Ecart de conversion actif	856		856	856
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>44 008 662</b>	<b>23 580 428</b>	<b>20 428 233</b>	<b>16 395 444</b>

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

1 055 028

1 007 409

(3) dont créances à plus d'un an

**BILAN PASSIF**

<b>BILAN PASSIF(en €)</b>	<b>31-déc-22</b>	<b>31 dec 2021</b>
Capital social ou individuel	6 320 361	3 589 318
Primes de fusion, d'émission, d'apport	18 874 471	15 455 514
Ecart de réévaluation		4 993
<b>RESERVES</b>		
Réserve légale	26 957	26 957
Réserves statutaires ou contractuelles	0	
Réserves réglementées	556 073	556 073
Autres réserves		
Report à nouveau	-4 072 769	573 420
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>-4 217 098</b>	<b>-4 646 189</b>
Subventions d'investissements		
Provisions réglementées		
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>17 487 994</b>	<b>15 555 093</b>
Produits participatifs		
Avances conditionnées		
<b>Total des autres fonds propres</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
<b>Total des provisions</b>		
<b>DETETS FINANCIERES</b>		
Emprunts dettes auprès établissements de crédit (2)	99	30
Emprunts et dettes financières diverses (3)	66 727	163 817
<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	385 738	214 906
Dettes fiscales et sociales	140 432	34 444
<b>DETETS DIVERSES</b>		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	2 347 244	427 155
Produits constatés d'avance (1)		
<b>Total des dettes</b>	<b>2 940 239</b>	<b>840 352</b>
Ecart de conversion passif		
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>20 428 233</b>	<b>16 395 444</b>

Résultat de l'exercice exprimé en centimes	-4 217 098,44	-4 646 189,32
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	2 940 239	840 352
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banques et CCP	99	30
(3) Dont Emprunts participatifs		